



*Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO*  
**46, rue des petites écuries 75010 PARIS**

---

Monsieur Edouard PHILIPPE,  
Premier Ministre

Paris, le 15 mai 2020

Monsieur le Premier Ministre,

Après plusieurs mois de crise sanitaire suivi d'un déconfinement progressif, FO Fonction publique estime qu'il est temps, pour le gouvernement, de concrétiser les différents engagements pris par le Président de la République et vous-même.

Rappelons que le 12 mars dernier, Emmanuel Macron disait : *« il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde ... »* « ...C'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux... ». *« Les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture en ce sens. Je les assumerai. »*

Au regard des prises de position du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, nous sommes déjà demain. En effet, malgré nos demandes répétées auprès d'Olivier Dussopt sur la nécessité de tirer les leçons de cette crise tant sur l'organisation des services publics que ses moyens humains et matériels, la réponse est : *« nous verrons cela ultérieurement, priorité aux textes d'application de la Loi de Transformation de la Fonction publique. »*

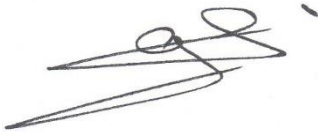
Pour illustrer cet agenda social Fonction publique, qui n'est que la poursuite de celui d'avant la crise, le premier objet porté par le Secrétaire d'Etat est la suppression des CHSCT. Quel paradoxe dans le contexte actuel !

Pour FO Fonction publique, il faut revenir sur la Loi de Transformation de la Fonction publique. Après cette crise, le Gouvernement veut-il continuer de prioriser le recrutement de contractuels plutôt que de fonctionnaires ? Veut-il casser l'égalité de traitement en supprimant les CAP et CHSCT ? Veut-il réduire le rôle des interlocuteurs sociaux ? Veut-il maintenir une grille de salaire annihilant toute attractivité de l'emploi public ? Veut-il poursuivre le processus de rupture conventionnelle ? Enfin veut-il continuer de réduire les effectifs ?

Pour FO Fonction publique, cela n'est même pas envisageable tant ce serait contradictoire avec vos déclarations et celles du Président de la République.

C'est pourquoi, nous sollicitons une audience dans les meilleurs délais pour vous présenter nos revendications et, dans l'immédiat, nous vous demandons d'interrompre l'agenda social tel que proposé par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'assurance de notre haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Christian Grolier', written in a cursive style.

Christian Grolier, secrétaire général de l'UIAFP-FO